

INTERVIEW DE KANE HAMIDOU BABA

"Le RFD, malgré l'ampleur des adhésions, ne perdra pas son âme"

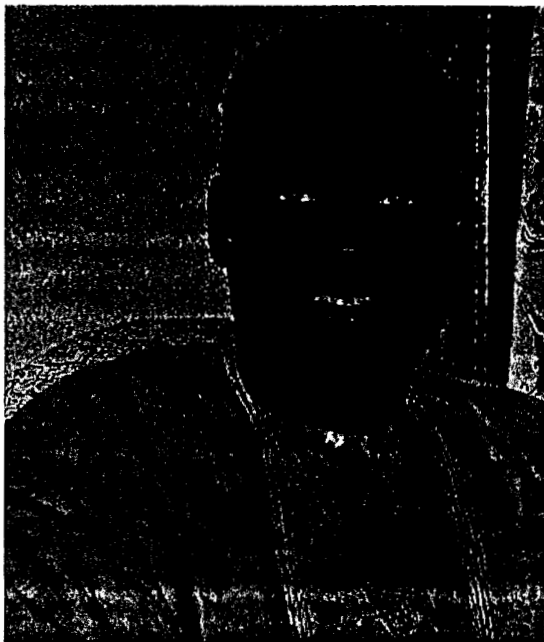
Vice-président du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD), ce Tékanois, ancien conseiller de Ould Taya dans les années 80 et consultant international, a connu Ahmed Daddah, lors de la présidentielle de 92 et depuis, il lui est resté fidèle, résistant aux sirènes d'un régime qui lui miroitait avantages et opportunités de rêve. Aux luxures du pouvoir, il a préféré le pain noir du combat politique. Depuis le 3 août, son parti enregistre de forts taux d'adhésions. Il nous livre ici ses impressions, sur ces ralliements massifs, sur la CENI et sur la réforme de la presse, dont il est un des acteurs. Entretien.

L'Authentique : depuis quelques temps, on assiste à des adhésions massives au sein du RFD, venant surtout des rangs de l'ex-parti au pouvoir. Quelle lecture faites-vous de cette affluence ?

Kane Hamidou Baba : merci pour cette question qui me donne l'occasion de rappeler ce qu'est le RFD. Autrement, en tant que parti politique, qui sommes-nous ? Le Rassemblement des Forces Démocratiques est un parti de masses, qui regroupe toutes les couches de la société mauritanienne, qui fait donc appel à tous les Mauritiens, âgés de 16 ans et plus, sous réserve qu'ils acceptent la Déclaration de politique générale du parti.

Comme vous le savez, le RFD est fondamentalement basé sur l'unité nationale. A ce titre, c'est un parti qui appelle tous les fils du pays à se retrouver dans ce cadre pour bâtir une vraie unité nationale, sur des bases solides et saines. Vous avez dit tout à l'heure qu'on assiste, et vous avez raison, à des adhésions massives venant du PRDS au sein du RFD, parce que le PRDS n'était pas un parti. C'était un parti-Etat.

Beaucoup de Mauritiens, pour des raisons ou pour d'autres, ont souhaité adhérer au PRDS, non pas parce qu'il représentait une majorité d'idées, mais il représentait une majorité d'intérêts. C'est pour cette raison fondamentale que beaucoup de Mauritiens ont



adhéré à ce parti avec lequel ils n'avaient pas beaucoup de choses à partager.

Nous, au niveau du RFD, nous accueillons tous les Mauritiens, d'où qu'ils viennent, pour participer à l'œuvre de construction nationale, à partir de notre propre vision et de nos ambitions pour le pays. Il est clair et bien entendu, que tous ceux qui adhèrent au RFD, doivent respecter le statut et le règlement intérieur du parti. Naturellement, un parti cherche des militants ou des sympathisants. C'est un parti de masses mais il est évident que le RFD, malgré l'ampleur de ces adhésions, ne perdra pas son âme.

L'Authentique : qui dit adhésions en groupes, dit peut-être forcément, restructurations, dans la mesure où les nouveaux venus sont porteurs de visions politiques ou d'ambitions à faire prévaloir par une cooptation au sein de l'appareil du parti qui les reçoit. Est-ce le cas avec ces adhésions ?

Kane Hamidou Baba : à ce jour, vous n'avez pas encore entendu quelqu'un revendiquer la révision des textes du RFD, ni une position au sein de sa direction, encore moins un changement dans la ligne politique du parti.

Nous entendons bien que les choses en soient ainsi. Naturellement, quand un parti reçoit un afflux, on ne peut dire qu'il va rester intact. Un parti, c'est quand même trois choses : une direction, une base et un programme.

En ce qui concerne la direction,

il ne peut y avoir de changement en dehors de ce qui est prévu par les statuts, donc on n'envisage pas de refondre les structures du RFD,

mais nous allons trouver un cadre qui permettra à ceux qui souhaitent partager notre parcours, de valoriser leur contribution.

Au niveau du programme, il n'y aura pas de changement. Quant à la base, celle-ci s'élargissant, on est obligé d'en prendre acte. Mais ce qui est important à mes yeux, c'est deux choses : le PRDS avait l'habitude de procéder à des parachutages. Il n'y en aura pas au RFD. Ensuite, il n'y aura pas de négociations individuelles, ni marchandages au cours des adhésions.

Naturellement, nous souhaitons au niveau de la base, trouver un consensus, parce qu'un parti a besoin de consensus. Il n'y aura pas de phagocytage, mais une réelle ouverture, parce que les anciens militants du RFD ont entériné toutes les adhésions avant que la direction ne les finalise. C'est une précision du parti, parce que nous faisons de la politique avec des Mauritiens. Et ce sont des Mauritiens qui sont venus vers nous. Pourvu qu'ils respectent la ligne du parti et ses orientations, il n'y aura pas de problèmes.

Le reste maintenant, on ne dit pas que cela se passera dans de la dentelle, mais en matière de politique, il y a toujours conflits d'ambitions et c'est tout à fait normal, mais il ne faut pas que l'ambition de

ceux qui arrivent, écouffent la vocation de ceux qui étaient dans le parti.

L'Authentique : par rapport à la couverture du territoire national, le RFD pourra-t-il relever le défi d'une présence au niveau de toutes les circonscriptions électorales avant les prochaines échéances ?

Kane Hamidou Baba : nous sommes un parti à vocation nationale, donc un parti qui compte être présent partout sur le territoire national. Si par le passé, nous avons été freinés pour des raisons multiples, notamment le parti pris de l'administration, le vote tribal, l'argent, la peur tout simplement de s'afficher avec l'opposition... aujourd'hui, ces problèmes sont en voie d'extinction. Il est évident qu'un parti comme le RFD, compte être présent partout dans la Mauritanie, du nord au sud, d'est en ouest. Maintenant, d'ici les élections, aurons-nous le temps de concrétiser cet objectif ? Nous le pensons. C'est en tout cas notre objectif et nous sommes optimistes. Si les tendances actuelles se confirment, nous n'attendrons pas les prochaines échéances pour couvrir l'ensemble du territoire national. Pour ce qui est de notre mission à Tekane, il s'agit d'une forte demande des populations, une demande d'ailleurs très ancienne et que la conjoncture actuelle favorise. Les Tékanos se sont exprimés à travers plusieurs manifestations et déclarations. Aujourd'hui, c'est confirmé. Naturellement, je vais à Tekane, parce qu'il s'agit d'une forte demande, mais nous ne recevons également d'autres sollicitations et d'autres requêtes de divers coins de la Mauritanie, ce qui augure déjà de beaucoup de missions et de visites à l'intérieur du pays profond.

L'Authentique : par rapport à

INTERVIEW DE KANE HAMIDOU BABA

"Le RFD, malgré l'ampleur des adhésions, ne perdra pas son âme"

la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), pensez-vous que cette équipe pourra conduire effectivement des élections libres et transparentes ?

Kane Hamidou Baba : j'accorde un préjugé tout à fait favorable à la CENI, d'autant plus que les partis politiques et la société civile ont été impliqués dans le choix de ses membres. A dire vrai, je fais confiance aux membres de cette équipe. Le choix me paraît judicieux. Maintenant, est-ce que la CENI pourra organiser des élections libres et transparentes ? Ce n'est pas simplement un choix d'hommes, c'est aussi des conditions. Il faut des ressources matérielles et financières importantes pour organiser 4 à 5 élections à venir. Cela demande des moyens et je crois que si la CENI dispose de ses moyens, elle fera du bon travail et les élections pourront être créditées de transparentes, en tout cas les plus libres, depuis que la Mauritanie est indépendante.

L'Authentique : vous êtes membre de la Commission nationale chargée de la réforme de la presse et ancien journaliste, que préconisez-vous comme mesures à même de redonner à ce secteur ses lettres de noblesse et lui permettre d'accompagner la transition ?

Kane Hamidou Baba : cette question me donne l'embarras du choix, parce que quand on parle de réforme, tout est à réformer. Le secteur de la communication, pour parler plus large, appelle aujourd'hui une restructuration, parce que le sys-

tème tel qu'il existe, traduit à la fois les dérives du monolithisme, mais également les travers de la fameuse période dite démocratique. Autrement dit, quand on regarde la radio et la télévision, on peut dire qu'ils ont évolué en dehors du temps. On a le sentiment que ces deux organes sont restés en hibernation. Quand on regarde la presse écrite privée, on constate qu'elle a connu un certain dynamisme et tout le monde connaît le parcours de combattant de cette presse-là. Je ne parle pas de la censure, des interdictions, qui ont poussé les journalistes à s'autocensurer pour échapper au couteur de l'article 11. Vous me demandez qu'est-ce qu'il faut changer ? Beaucoup de choses !

Il faut d'abord changer le cadre institutionnel et juridique devenu obsolète. Nous avons besoin, dans cette phase de transition, d'un égal accès aux médias publics, pour les partis politiques et la société civile. Est-ce qu'il faudra mettre en place des commissions pour cela pendant cette période ? Il faudra y réfléchir. Mais il y a une structure qu'il faudrait déjà créer, pour que les jeux soient relativement équitables. Plus fondamentalement, il faut mettre en place une Haute Autorité de la Communication qui pourra réguler d'une manière plus efficace l'ensemble des conditions de fonctionnement des médias. Au niveau de la presse écrite, là encore, il faut promouvoir le secteur. Cela passe par la réforme du Code de la presse écrite, la mise en place d'un code de déontologie, sans compter la régularisation des ondes au niveau de l'audiovisuel, en d'autres termes, la création

de radios et de télévisions privées. Je dois signaler que le Bénin, un pays qui est au même niveau de développement que la Mauritanie, possède trois chaînes de télévision privée et s'apprête à lancer trois autres chaînes, si ce n'est pas encore fait. Il y a d'autres pays, également où le secteur de l'audiovisuel a été depuis longtemps libéralisé. Il n'existe pas actuellement, dans l'espace sous-régional dans lequel nous appartenons, de pays qui n'ait pas procédé à la privatisation des ondes et des images.

Nous accusons sur ce plan un grand retard. Je pense que la radio, compte tenu de son importance par rapport à un auditoire analphabète et de sa proximité par rapport à la civilisation de l'oralité propre au substrat culturel national, peut jouer un rôle majeur dans le développement socio-économique et politique du pays. Voyez déjà, les quelques changements qui ont été introduits depuis le 3 août. On peut dire que ce changement a permis à la radio et à la télévision de se réconcilier avec leurs auditeurs. Il faut donc améliorer davantage cette avancée et aller encore plus loin, en termes bien sûr d'équilibre dans les grilles des programmes, surtout qu'il y a certaines communautés qui s'estiment lésées, insuffisamment informés, insuffisamment servis en terme de production de programme. Il y a des réformes à apporter sur le plan des langues nationales et de la place du français. Les autres aspects concernant la formation sont aussi importants, car il y a peu de journalistes professionnels. Nous n'avons pas de structures de formation en journalisme,

pour former des journalistes, mais aussi des réalisateurs, des monteurs, des producteurs...

Tout ceci permet au secteur de la communication de connaître un certain essor. Or, il y a beaucoup de choses à dire sur le statut du journaliste, la carte de la presse qui mérite d'être octroyée par des structures véritablement professionnelles. Il y a aussi la nécessité de créer des sociétés de diffusion. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'au niveau de la radio et de la télévision, ils traitent des prestations de service qui grèvent leurs budgets et qui appellent une restructuration permettant de séparer l'aspect technique, l'aspect diffusion et l'aspect production. Nous sommes au début d'une réflexion et je suis sûr qu'au bout du compte, on pourra servir au peuple un plat assez digeste et se réconcilier avec ses médias.

L'Authentique : question traditionnelle. Votre dernier mot ?

Kane Hamidou Baba : mon dernier mot portera sur les problèmes de l'heure. Nous vivons une phase de transition qui appelle des responsabilités de la part de tous les acteurs mais aussi d'un débat franc sur les problèmes de la société mauritanienne. Parmi ces questions, il y a celui qui nous tient tous à cœur, c'est celui de l'unité nationale. Celle-ci ne se construit pas sur un nuage, hors de la sphère terrestre. Elle est le fruit d'une certaine réalité et elle passe par des solutions à certain nombre de problèmes, dont celui des déportés et du passif humanitaire. Il y a, à mon avis, un certain consensus autour de ces questions et le peuple mauritanien attend que ces dossiers soient définitivement soldés, dans la paix et la concorde nationale.

Propos recueillis par :
Cheikh Aidara
Guissé Abdoul Aziz